**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**
*Mise à jour : mai 2025*

**PAYS :** Tunisie
**TYPE DE RAPPORT : SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL** **Semestriel**
**(Oct 2025 – Avril 2026)**
**ANNEE DE RAPPORT :** 2026

## INFORMATIONS SUR LE PROJET

**Titre du projet :** *Amélioration de la gouvernance territoriale pour un accès équitable et une utilisation durable de l'eau afin de promouvoir une culture de paix dans les régions de Gafsa et Kairouan (APAISE-PBF)*

APAISE • PBF
Pour un accès équitable et une utilisation durable de l'eau à Gafsa et Kairouan

**Numéro Projet / MPTF Gateway :** IRF 00141309

| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund") :** | **Type et nom d'agence récipiendaire :** |
|---|---|
| ☐ Fonds fiduciaire pays | **RUNO** **FAO** **(Agence coordinatrice)** |
| ☐ Fonds fiduciaire régional | **RUNO** **PNUD** |
| | **RUNO** **UNICEF** |
| **Nom du fonds fiduciaire :** | **Veuillez sélectionner** |
| | **Veuillez sélectionner** |

**Date du premier transfert de fonds :** 20 Oct. 2025
**Date de fin de projet :** 20 Oct. 2027
**Ce projet a-t-il bénéficié d'une prolongation (avec ou sans coûts) ?** Non
**Ce projet demandera-t-il une prolongation (avec ou sans coûts) ?** Non
**Ce projet soumettra-t-il une demande de transfert de fonds (FTR) au cours des six prochains mois ?** Oui
**Dans l'affirmative, vers quel mois prévoyez-vous présenter la demande ?** Veuillez sélectionner
**Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?** Non

**Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**
☐ Initiative de promotion du genre
☐ Initiative de promotion de la jeunesse
☐ Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)
☐ Projet transfrontalier ou régional

**Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):**
- Veuillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire
- Veuillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire.
- Pour les projets transfrontaliers, regroupez les montants par agences, même s'il s'agit de différents bureaux pays, Vous aurez l'occasion de partager un budget détaillé dans la prochaine section.

| Récipiendaire | Budget Alloué (montant total en USD) | Transferts à ce jour (montant total en USD) | Dépenses à ce jour (montant total en USD) |
|---|---|---|---|
| FAO | 1,005,800 | 502,900 | 86,396 |
| PNUD | 799,825 | 399,913 | 82,644 |
| UNICEF | 799,825 | $ 399,913 | 75,114 |
| TOTAL | 2,605,450 | 1,302,725 | 244,153 |

Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 9.40%
*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES*
*Les modèles de budget sont disponibles ici*

**Partenaires de mise en œuvre**
À combien de partenaires de mise en œuvre le projet a-t-il transféré de l'argent **depuis le début du projet** ? Aucun

À combien de partenaires de mise en œuvre est-ce que le projet a transféré de l'argent durant **l'année civile en cours** *(pour les rapports de juin : janvier à juin ; pour les rapports de novembre : janvier à décembre (prévu) ; pour les rapports finaux : durée totale du projet)* ? Aucun

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant **de l'année civile en cours ?**

| *Nom du partenaire de mis en œuvre* | *Type d'organisation (ex. Gouvernement, société civile, etc.)* | *Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, pour la durée totale du projet ?* | *Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre depuis le début du projet ?* | *Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre durant l'année civile en cours ?* | *Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours (1500 caractères)* |
|---|---|---|---|---|---|
| | Veuillez sélectionner | | | | |
| | Veuillez sélectionner | | | | |
| | Veuillez sélectionner | | | | |

**Budgétisation sensible au genre :**

Indiquez quel pourcentage (%) du budget contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) tel que mentionné dans le document du projet ? 38.85

Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet contribuant à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes : $1,012,220.00

Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu'à maintenant contribuant à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes : $82,045.00

**Marquer de genre du projet : GM2**
**Marquer de risque du projet : Moyen**
**Domaine de priorité de l'intervention PBF (« PBF focus area ») :**
**(2.3) Prévention/gestion des conflits**

Comité de Pilotage et Interactions avec le gouvernement
Est-ce qu'un comité de pilotage actif existe pour ce projet ?
Un Comité de Pilotage (CoPil), co-présidé par le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche maritime (MARHP) et le coordonnateur Résident des Nations Unies en Tunisie, a été instauré officiellement par la Décision du MARHP n°0890 du 10 mars 2026. Le CoPil est composé de 20 membres représentant 3 ministères (chargés de l'agriculture, l'intérieur et l'environnement) et 4 entités UN (FAO, PNUD, UNICEF et BCR).
En parallèle, 2 Comités de Pilotage Technique (CPT) sont en cours d'instauration à l'échelle gouvernorats, présidés par les commissaires régionaux de Développement Agricole (CRDA).

Si oui, veuillez indiquer le nombre de rencontres du comité de pilotage de projet au cours des 6 derniers mois (3000 caractères).
Durant la période du rapport, une seule rencontre officielle du Comité de Pilotage (CoPil) national a eu lieu, et ce le 27 mars 2026 au siège du MARHP. Cette 1ère réunion du CoPil a été co-présidée par M. Hammadi Habaieb, le Secrétaire d'Etat en charge des ressources hydrauliques auprès du MARHP et Mme. Rana Taha, la Coordonnatrice Résidente des Nations Unies en Tunisie.
Les premières réunions des CPTs sont programmées pour le 22 avril 2026 à Gafsa et le 24 avril 2026 à Kairouan (réalisées au moment de l'écriture du rapport).

Veuillez fournir une brève description des interactions du projet auprès du gouvernement. Merci de préciser les niveaux de gouvernement avec lesquels le projet a interagi (3000 caractères).
Le projet APAISE-PBF a mobilisé les partenaires de gouvernement à différents niveaux à travers la mise en place de structures de gouvernance nationales et régionales. En effet, le projet a interagi avec :

1. Au niveau central

Le MARHP, porteur du projet du côté du gouvernement, manifeste un intérêt particulier au projet APAISE-PBF. En effet, M. Hammadi Habaieb, le Secrétaire d'Etat chargé des ressources hydrauliques a participé à deux évènements du projet (la 1ère réunion du CoPil le 27 mars 2026 et l'atelier « Eau et Genre » le 30 mars 2026).
Les ministères de l'Intérieur et de l'Environnement sont membres du CoPil et contribuent à guider les orientations du projet.
En parallèle, les directions techniques clés du MARHP à l'échelle centrale, et plus spécifiquement la Direction Générale de l'Aménagement et de Conservation des terres agricoles (DGACTA), point focal national du projet, sont impliquées. Les interactions avec les départements techniques spécialisées permettent de préciser les interventions, assurer la complémentarité avec les actions en cours.

2. Au niveau régional/local

Les CRDAs de Gafsa et Kairouan sont engagés dans les préparatifs des activités depuis l'atelier de démarrage du 12 décembre 2025, chose manifestée par leur participation active dans les évènements déjà réalisés.
Le projet entretient également des interactions avec le Ministère de l'Intérieur à travers les autorités régionales et les gouvernorats concernés Gafsa et Kairouan. En fait, les représentant(e)s des

gouverneurs (y compris les délégués et Omdas) ont été informé et sensibilisé sur les objectifs du projet et ils sont collaboratifs.

Les ministères de la femme, de la santé et de l'éducation seront impliqués comme membres dans les comités de pilotage technique à l'échelle régionale. Ils seront aussi contactés lors de la préparation des activités de terrain.
Les entreprises nationales phares qui seront impliquées sont la Société Nationale d'Exploitation et Distribution des Eaux (SONEDE), l'Office National de l'Assainissement (ONAS), la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG) et le Groupe Chimique Tunisien (GCT).
L'implication des acteurs locaux permet la synergie avec les besoins locaux et l'appropriation des résultats du projet.

- Atelier de lancement du projet APAISE-PBF, le 12 décembre 2025:
  - Article de presse sur tap.info.tn
- 1ère réunion du CoPil, le 27 mars 2026
  - Communiqué de presse sur tunisia.un.org
- Atelier « Eau et genre » du 30 Mars 2026
  - Lien vers la couverture médiatique de la chaine TV nationale sur Facebook
  - Article de presse sur webmanagercenter

**Préparation du rapport :**
Rapport préparé par : Mouhanned Jemli (FAO), Ines Ben Hadji (PNUD), Rym Chariag (UNICEF), Walid Said (BCR)
Email : mouhanned.jemli@fao.org, ines.ben-hadji@undp.org, rchariag@unicef.org, walid.said@un.org
Rapport approuvé par : Abdourahman Maki (FAO), Fadhel Baccar (PNUD), Virginie Mahan (UNICEF)
Tous les bénéficiaires de ce projet ont-ils contribué au rapport ? Oui
Le Secrétariat PBF ou point focal auprès du Bureau du Coordonnateur Résident a-t-il revu le rapport : Oui

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :***
*- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
*- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
*- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
*- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
*- Dans le tableau de résultats, soyez concis : vous avez 3000 caractères, incluant les espaces pour vos réponses.*

## PARTIE I : AVANCEMENT GLOBAL DU PROJET

*Veuillez évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre des éléments suivant: (indiquez si l'activité est : 'Pas commencé', 'commencé', 'partiellement complet', 'complété', 'pas applicable')*

| | |
|---|---|
| Contractualisation des partenaires | Pas commencé |
| Recrutement du personnel | Partiellement complété |

| | |
|---|---|
| Collection des données de base | Pas commencé |
| Identification des bénéficiaires | *commencé* |

Fournissez toute information descriptive supplémentaire relative à l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) *(3000 caractères)*:

Recrutement du personnel

Le recrutement du personnel est en grande partie finalisé aux deux niveaux, central et régional, assurant ainsi la mise en place des équipes nécessaires au démarrage du projet. En effet :

- Les équipes techniques et opérationnelles sont pleinement mobilisées.
- Quatre Volontaires des Nations Unies (VNU) communautaires ont été déployés à Gafsa et à Kairouan afin d'assurer un accompagnement rapproché des activités au niveau territorial.
- Le recrutement du coordinateur suivi-évaluation est en phase d'évaluation des candidatures

Contractualisation des partenaires

La contractualisation des partenaires, principalement les institutions nationales spécialisées et les organisations de la société civile chargées de mettre en œuvre des activités spécifiques, n'a pas encore été engagée. En effet, ces activités sont programmées à la suite de la finalisation du diagnostic de terrain déjà en cours, ce qui permettrait un meilleur ciblage des partenaires.

Autres

Un système de coordination inter-agences est mis en place et subit des améliorations continues. Il comprend à titre indicatif l'utilisation d'un espace digital commun de partage de données et la tenue de réunions de coordination périodiques, y compris avec la partie nationale (DGACTA).

Concernant les outils de visibilité et de communication, le projet détient désormais une identité visuelle (charte graphique, logo, slogan) concertée et approuvée. Une fiche projet et des outils de visibilité (Roll up, bloc-notes, stylos,…) sont distribués lorsque l'occasion se présente.

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin : janvier-juin ; pour les rapports de novembre : janvier-décembre (prévu) ; pour les rapports finaux : durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

La création des Comités de Pilotage Technique (CPT) dans les deux régions permet de rassembler l'ensemble des acteurs institutionnels, économiques et sociaux autour d'une même table, instaurant ainsi une vision de travail collaboratif. Cette dynamique constitue un premier impact tangible en matière de gouvernance de l'eau et de consolidation de la paix sociale, en favorisant le dialogue entre des parties qui ont des intérêts parfois divergents, telles que :

- Les Groupements de Développement Agricole (GDAs), principaux utilisateurs de l'eau pour l'irrigation et/eau l'eau potable dans le milieu rural.
- Les entreprises privées, telles que celles spécialisées dans la mise en bouteille de l'eau à Kairouan.
- Les industries minières, notamment la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG), qui figurent parmi les plus grands consommateurs d'eau à Gafsa.
- La société civile, notamment les Scouts Tunisiens

- Les usagers domestiques et collectivités locales, représentés par les municipalités/communes
- Directions techniques déconcentrées à l'échelle régionale, et
- Autorité régionale et locale

Cette configuration a permis d'instaurer un espace de concertation où ces différents acteurs peuvent s'exprimer, échanger, négocier et rechercher des compromis. Elle contribuerait à réduire les tensions liées à la répartition et à l'utilisation de la ressource hydrique, en posant les bases d'une gouvernance inclusive et participative.

**Le projet est-il sur la bonne voie pour que les produits soient achevés dans les délais prévus, comme indiqué dans le plan de travail ?** Oui

Si non, veuillez fournir une explication *(6000 caractères) :*

Résumé de progrès *(6000 caractères)* :

Le projet demeure globalement aligné avec ses objectifs stratégiques et bénéficie d'un niveau satisfaisant d'appropriation institutionnelle de la part des partenaires gouvernementaux aux niveaux national et régional comme démontré plus haut. Les mécanismes de gouvernance du projet ont été mis en place, notamment à travers l'institution du Comité de Pilotage national et l'opérationnalisation progressive des Comités de Pilotage Technique dans les gouvernorats de Gafsa et de Kairouan. Les équipes techniques des agences de mise en œuvre sont également mobilisées et plusieurs activités préparatoires ont été engagées.

Toutefois, le projet fait face à des retards importants dans le démarrage des activités structurantes qui pourraient affecter le calendrier initial de mise en œuvre si des mesures correctives d'ajustement ne sont pas rapidement mises en œuvre.

Le premier défi a concerné l'instauration du CoPil national vu que cela doit mobiliser plusieurs acteurs sous une forme officielle. Le deuxième défi concerne le lancement de l'étude de diagnostic de référence, prévue comme activité fondatrice du projet. Cette étude doit permettre d'établir les données de base, de réaliser un état des lieux de la gouvernance territoriale de l'eau dans les gouvernorats de Gafsa et de Kairouan, d'analyser les enjeux liés à l'accès et à la gestion des ressources hydriques, et de produire les éléments techniques nécessaires à l'opérationnalisation des activités de terrain.

Ce retard a des répercussions directes sur plusieurs activités du Résultat 1, notamment la cartographie des acteurs de la gouvernance de l'eau, le développement de la plateforme multi-acteurs de dialogue ainsi que la mise en place des groupes thématiques de concertation. Ces activités constituent le socle méthodologique et institutionnel de l'approche de gouvernance territoriale promue par le projet et conditionnent le déploiement d'une partie importante des interventions prévues.

À ce stade, le retard observé reste récupérable et ne remet pas en cause l'atteinte des résultats du projet à moyen terme. Toutefois, il nécessite une accélération des procédures de passation de marché et un renforcement de la coordination inter agences UN afin de limiter les impacts sur les échéances prévues pour 2026. Les agences ont déjà engagé des discussions à différents niveau en vue d'adapter le calendrier opérationnel et d'identifier des activités préparatoires pouvant être mises en œuvre en parallèle du diagnostic.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat *(3000 caractères)* :

L'approche du projet APAISE-PBF a intégré dès le départ une forte dimension d'égalité de genre et d'inclusion des jeunes à travers la composition et le fonctionnement des instances de gouvernance. Au niveau central, la participation des directions en charge de développement des femmes dans le domaine agricole ainsi que le ministère de la famille, de la femme, de l'enfance et des seniors et les agences onusiennes partenaires (qui reflètent différents mandats lié aux femmes et jeunes), en plus de l'implication de la Coordonnatrice Résidente des Nations Unies, ont permis de garantir que les enjeux liés à l'accès des femmes et des filles à l'eau et à l'assainissement soient explicitement pris en compte la mise en œuvre du projet. Au niveau régional, les Comités de Pilotage Technique (CPT) de Gafsa et de Kairouan ont rassemblé non seulement les autorités locales et sectorielles, mais aussi les directions régionales de la famille, de la femme, de l'enfance et des seniors, qui ont joué un rôle actif dans le plaidoyer pour les actions de sensibilisation et dans la promotion de la participation des femmes et des jeunes. La présence de la société civile, y compris les scouts et les groupements de développement agricole, a renforcé la représentativité des jeunes et favorisé une approche inclusive.

Le projet est-il en cours de mise en œuvre depuis 1+ an ? Non

**POUR LES PROJETS DE 1+ AN EN COURS DE MISE EN ŒUVRE UNIQUEMENT :**

**Le projet démontre-t-il des résultats (outcome) en matière de consolidation de la paix ?**
Veuillez sélectionner
*Au niveau des résultats (outcome) de la consolidation de la paix, y-a-t-il des résultats obtenus au niveau sociétal ou structurel, y compris des changements d'attitudes, de comportements ou d'institutions.*

Dans l'affirmative, veuillez fournir des exemples de résultats concrets en matière de consolidation de la paix *(6000 caractères)* :

Dans l'affirmative, veuillez fournir des sources ou des références (y compris des liens) comme preuve des résultats de la consolidation de la paix, ou les soumettre en pièces jointes supplémentaires.
*Les données probantes peuvent être quantitatives ou qualitatives, mais elles doivent démontrer les progrès réalisés par rapport aux indicateurs de résultats du cadre de résultats du projet. Il peut s'agir d'enquêtes sur le projet (comme des sondages de perception), de rapports de surveillance, de documents gouvernementaux ou d'autres productions de connaissances qui ont été élaborés dans le cadre du projet.*

## PARTIE II: LE CADRE DE RÉSULTATS DU PROJET

**En utilisant le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification, fournissez une mise à jour de la réalisation de tous les indicateurs de résultats et de produits dans le tableau ci-dessous.** Veuillez ajouter des entrées supplémentaires au besoin, en fonction du nombre de résultats, produits et indicateurs dans le cadre de résultats du projet approuvé.

- S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs, indiquez-le par "N/A" et fournissez toute explication.
- Fournissez des données ventilées par sexe et par âge. (500 caractères maximum par entrée)

**<u>Résultat 1 :</u> La gouvernance locale est améliorée pour une répartition transparente et équitable des ressources hydriques et pour le renforcement de la résilience au stress hydrique**

| Indicateurs de résultat | Indicateur de base | Cible de fin de projet | Progrès de l'indicateur pour la période de référence | Progrès de l'indicateur depuis le début du projet | Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) |
|---|---|---|---|---|---|
| **Indicateur** 1.a<br>Taux de participation des différentes parties prenantes, y compris les femmes et les jeunes, dans les processus de prise de décision liés à la gestion de l'eau et la prévention des conflits | A déterminer | A déterminer | N/A | N/A | La mission de collecte de données sur la situation de référence n'a pas encore démarré en raison des délais dans le recrutement du spécialiste MEAL, dus à l'absence de profils appropriés lors du premier appel à candidatures |
| **Indicateur** 1.b<br>Niveau de transparence des processus décisionnels et de l'accès à l'information sur la gestion des ressources en eau au niveau local afin de prévenir les conflits dus au manque d'informations liées à l'eau | A déterminer | A déterminer | N/A | N/A | Idem que précédent |
| **Indicateur** 1.3<br>Nombre de mesures de résilience mises en œuvre pour renforcer la capacité des communautés à faire face aux crises hydriques et aux conflits liés à l'eau. | A déterminer | A déterminer | N/A | N/A | Idem que précédent |

**<u>Produit 1.1</u> : <u>Une plateforme locale/régionale de dialogue multisectorielle, inclusive et participative autour de la gestion de l'eau est développée</u>**

| Indicateurs de produit | Indicateur de base | Cible de fin de projet | Progrès de l'indicateur pour la période de référence | Progrès de l'indicateur depuis le début du projet | Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) |
|---|---|---|---|---|---|
| Indicateur 1.1.1<br>Nombre de secteurs (agriculture, industrie, eau potable) engagés dans la plateforme de dialogue sur la gestion inclusive de l'eau. | A déterminer | Au moins 3 secteurs | N/A | N/A | L'activité en question n'a pas encore démarré. |
| Indicateur 1.1.2<br>Taux d'inclusion et de représentation des différents groupes démographiques dans les activités de la plateforme | A déterminer | 100% avec au moins 50% de femmes et 50% de jeunes | N/A | N/A | L'activité en question n'a pas encore démarré. |
| Indicateur 1.1.3<br>Nombre d'initiatives concertées organisées par la plateforme pour aborder les défis liés à l'eau et prévenir les conflits. | A déterminer | Au moins 3 réunions/ an | N/A | N/A | L'activité en question n'a pas encore démarré. |

**Produit 1.2 : Un cadre local de gouvernance multisectorielle de l'eau, favorisant la coopération et la prise de décisions éclairées, avec un accent sur l'amélioration de la résilience face aux crises hydriques est établi**

| Indicateurs de produit | Indicateur de base | Cible de fin de projet | Progrès de l'indicateur pour la période de référence | Progrès de l'indicateur depuis le début du projet | Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) |
|---|---|---|---|---|---|
| Indicateur 1.2.1<br>Existence d'un cadre local de gouvernance de l'eau afin de prévenir et gérer les conflits liés à l'eau impliquant les différents acteurs en assurant une participation équilibrée et représentativité des femmes et des groupes vulnérables | 0 | Un cadre de gouvernance de l'eau impliquant les différents acteurs | 0 | 0 | L'activité en question n'a pas encore démarré. |
| Indicateur 1.2.2<br>Nombre d d'initiatives de collaboration entre les différents acteurs sur la gestion inclusive de l'eau et les conflits associés. | 0 | Des réunions régulières avec une fréquence d'au moins 3 fois par trimestre. | N/A | N/A | L'activité en question n'a pas encore démarré. |
| Indicateur 1.2.3<br>Niveau de participation des différentes parties prenantes dans le processus de prise de décision relatifs à la gestion de l'eau et les conflits y liés. | Faible | Importante représentation avec au moins 40 % de représent | N/A | N/A | L'activité en question n'a pas encore démarré. |

| Indicateurs de produit | Indicateur de base | Cible de fin de projet | Progrès de l'indicateur pour la période de référence | Progrès de l'indicateur depuis le début du projet | Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) |
|---|---|---|---|---|---|
| | | ation des groupes vulnérables | | | |
| Indicateur 1.2.4: Nombre de plans d'action ou programmes de développement élaborés et mis en œuvre pour améliorer la résilience face aux crises hydriques et prévenir et gérer les conflits liés à l'eau. | A déterminer | Au moins 1 plan d'action ou un programme par localité élaboré et mis en œuvre par localité pour renforcer la résilience aux crises hydriques. | N/A | N/A | L'activité en question n'a pas encore démarré. |

**Produit 1.3: Un mécanisme local d'alerte précoce, prévention et de gestion des conflits liés à l'eau à travers le renforcement des capacités de résilience des communautés notamment les femmes rurales, les jeunes, les personnes âgées et les plus vulnérables est mis en place**

| Indicateurs de produit | Indicateur de base | Cible de fin de projet | Progrès de l'indicateur pour la période de référence | Progrès de l'indicateur depuis le début du projet | Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) |
|---|---|---|---|---|---|
| Indicateur 1.3.1 Nombre de communautés ayant accès à un cadre d'alerte précoce pour la gestion des conflits liés à l'eau. | A déterminer | cadre d'alerte précoce et de gestion des conflits dans au moins une zone d'intervention du projet. | N/A | N/A | L'activité en question n'a pas encore démarré. |
| Indicateur 1.3.2 Taux de participation des groupes cibles (femmes, jeunes, personnes âgées, etc.) aux activités de renforcement des capacités. en intégrant des données désagrégées par emploi (Sexe, Age - 35 +35) et territoires | A déterminer | Au moins 30% des femmes, et/ou des jeunes, et/ou des personnes âgées et/ou des autres groupes vulnérables bénéficient des activités de | N/A | N/A | L'activité en question n'a pas encore démarré. |

| Indicateurs de produit | Indicateur de base | Cible de fin de projet | Progrès de l'indicateur pour la période de référence | Progrès de l'indicateur depuis le début du projet | Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) |
|---|---|---|---|---|---|
| | | renforcement des capacités. | | | |
| Indicateur 1.3.3 Nombre de séances de formation ou d'ateliers organisés sur la gestion des conflits liés à l'eau . | A déterminer | 4 séances de formation ou d'ateliers au minimum par an | N/A | N/A | L'activité en question n'a pas encore démarré. |
| Indicateur 1.3.4: Nombre de mécanismes d'alerte précoce mis en place et fonctionnels pour la gestion des conflits liés à l'eau. | A déterminer | 1 mécanisme d'alerte précoce dans chaque zone du projet touchant au moins 50% de la population concernée dont au moins 30% des femmes. | N/A | N/A | L'activité en question n'a pas encore démarré. |

**<u>Résultat 2 :</u> Des techniques appropriées et un changement de comportement des gestionnaires et usagers utilisateurs sont installés pour un accès équitable et une utilisation durable, efficace et productive de l'eau et pour maintenir la paix sociale**

| Indicateurs de résultat | Indicateur de base | Cible de fin de projet | Progrès de l'indicateur pour la période de référence | Progrès de l'indicateur depuis le début du projet | Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) |
|---|---|---|---|---|---|
| **Indicateur** 2.a Nombre d'initiative de sensibilisation et de formation sur des techniques et technologies durables expérimentées pour l'utilisation durable et équitable de l'eau permettant de prévenir les conflits et les tensions liés à l'eau. | 0 | 10 | N/A | N/A | La mission de collecte de données sur la situation de référence n'a pas encore démarré en raison des délais dans le recrutement du spécialiste MEAL, dus à l'absence de profils appropriés lors du premier appel à candidatures |
| **Indicateur** 2.b | 0% | Au moins 50 % des usagers | N/A | N/A | Idem que précédent |

| Indicateurs de résultat | Indicateur de base | Cible de fin de projet | Progrès de l'indicateur pour la période de référence | Progrès de l'indicateur depuis le début du projet | Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) |
|---|---|---|---|---|---|
| Taux d'adoption par les populations cibles des nouvelles techniques et technologies permettant d'améliorer l'accès à l'eau et sa productivité | | de l'eau ciblés adoptent les techniques et technologies développées | | | |
| **Indicateur** 2.c Pourcentage de personnes ayant renforcé leur connaissance sur les défis liés à la gestion de l'eau et les opportunités d'améliorer l'efficacité et l'équité de l'eau permettant de réduire les tensions. | 0% | Au moins 50 % des personnes ciblées | N/A | N/A | Idem que précédent |

**Produit 2.1 : Les techniques et les infrastructures permettant l'amélioration de la disponibilité de l'eau pour les populations pour une répartition équitable entre les usagers vulnérables affectés par le stress hydrique dans les zones de conflits liés à l'eau sont développées, mises en place et/ou renforcées**

| Indicateurs de produit | Indicateur de base | Cible de fin de projet | Progrès de l'indicateur pour la période de référence | Progrès de l'indicateur depuis le début du projet | Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) |
|---|---|---|---|---|---|
| Indicateur 2.1.1 Nombre d'usagers de l'eau impliqués dans les processus d'analyse de la situation de l'eau dans les zones ciblées, favorisant un dialogue inclusif et une prise de décision collective. | 0 | au moins 130 usagers de l'eau impliqués (50 hommes, 50 femmes et 30 jeunes) dans l'analyse de la situation de l'eau | N/A | N/A | l'appel d'offre conjoint pour le recrutement d'un bureau d'étude pour la réalisation du diagnostic vient d'être lancé. En effet, cet appel ne pourrait pas être lancé avant la mise en place du CoPil et des comités technique (qui ont pris de temps vu le contexte institutionnel en Tunisie |

| Indicateurs de produit | Indicateur de base | Cible de fin de projet | Progrès de l'indicateur pour la période de référence | Progrès de l'indicateur depuis le début du projet | Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) |
|---|---|---|---|---|---|
| Indicateur 2.1.2 Nombre des femmes impliquées dans les processus d'évaluation du degré d'accès à l'eau pour renforcer leur pouvoir de décision dans la gestion des ressources en eau | 0 | Au moins 100 femmes impliquées dans l'évaluation | 0 | 0 | L'activité en question a démarré à l'échelle institutionnelle sans toucher encore les femmes bénéficiaires à l'échelle locale. |
| Indicateur 2.1.3 Nombre de techniques et technologies durables développées ou améliorées soutenant les efforts de paix et de durabilité dans les communautés concernées. | 0 | Au moins 2 nouvelles techniques ou technologies durables développées. | N/A | N/A | Cette activité n'a pas été lancé vu que l'intervention dépendra des orientations du diagnostic (activité 2.1.1) qui n'est pas encore finalisé due au retard de la création et activation des cadres de gouvernances du projet |
| Indicateur 2.1.4 Nombre de personnes ayant accès à des services d'eau mis en place, contribuant à la résilience communautaire et à la paix sociale dans les zones ciblées. | 0 | Au moins 2000 personnes bénéficient de l'accès améliorés à l'eau géré équitablement et favorisant la paix sociale (992 hommes et 1008 femmes) | N/A | N/A | Cette activité n'a pas été lancé vu que l'intervention dépendra des orientations du diagnostic (activité 2.1.1) qui n'est pas encore finalisé du au retard de la création et activation des cadres de gouvernances du projet ce qui est due au contexte institutionnel en Tunisie |
| Indicateur 2.1.5: Pourcentage de jeune femme et jeune homme membre de GDA ou petites entreprises renforcées et soutenues pour assurer la maintenance dans un | 0 | Au moins 2 GDA ou petites entreprises équitables de maintenance soutenues avec 50% de | N/A | N/A | L'activité en question n'a pas encore démarré. |

| Indicateurs de produit | Indicateur de base | Cible de fin de projet | Progrès de l'indicateur pour la période de référence | Progrès de l'indicateur depuis le début du projet | Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) |
|---|---|---|---|---|---|
| esprit d'équité et de vecteur de paix sociale | | jeunes femmes, 50% de jeunes hommes membres. | | | |

**Produit 2.2 : techniques durables permettant l'amélioration de l'utilisation de l'eau et une mobilisation satisfaisante de l'eau pour les utilisateurs sont développées, mises en place et/ou renforcées**

| Indicateurs de produit | Indicateur de base | Cible de fin de projet | Progrès de l'indicateur pour la période de référence | Progrès actuel de l'indicateur depuis le début du projet | Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) |
|---|---|---|---|---|---|
| Indicateur 2.2.1 Nombre des agriculteurs, des industries et des particuliers formés sur les pratiques durables d'utilisation de l'eau afin de garantir la durabilité environnementale et l'équité | 0 | au moins 150 des agriculteurs, des industries et des particuliers (50 hommes, 50 femmes et 50 jeunes) | 0 | 0 | L'activité en question n'a pas encore démarré. |
| Indicateur 2.2.2 Nombre des champs écoles de producteurs combinant des méthodes et des technologies avancées pour l'amélioration de la productivité de l'eau agricole et la promotion de la paix sociale | 0 | au moins 2 écoles champs par gouvernorat | 0 | 0 | L'activité en question n'a pas encore démarré. |
| Indicateur 2.2.3 Nombre des études et des réseaux d'instruments de suivi télémétré et de contrôle pour renforcer le mécanisme de monitoring des aquifères garantissant une | 0 | au moins une étude et un réseau d'instruments de suivi télémétré et de contrôle par gouvernorat | 0 | 0 | L'activité en question n'a pas encore démarré. |

| Indicateurs de produit | Indicateur de base | Cible de fin de projet | Progrès de l'indicateur pour la période de référence | Progrès actuel de l'indicateur depuis le début du projet | Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) |
|---|---|---|---|---|---|
| gestion transparente des ressources en eau, essentielle à la paix et à la stabilité des communautés. | | | | | |

**Produit 2.3: Le changement de comportement des utilisateurs à travers des formations et sensibilisation pour améliorer l'équité et réduire le gaspillage et faire prendre conscience des valeurs sociales et économique de l'eau et la nécessité de sa préservation est assuré**

| Indicateurs de produit | Indicateur de base | Cible de fin de projet | Progrès de l'indicateur pour la période de référence | Progrès de l'indicateur depuis le début du projet | Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) |
|---|---|---|---|---|---|
| Indicateur 2.3.1<br>Une stratégie ou plan de communication local sur la gestion de l'eau favorisant la promotion de la paix sociale développée, mise en œuvre et ajustée annuellement | 0 | 1 | 0 | 0 | L'activité en question n'a pas encore démarré. |
| Indicateur 2.3.2<br>Un programme de formation des femmes et des jeunes favorisant la gouvernance incluse de l'eau et la paix sociale développés | 0 | 1 | 0 | 0 | L'activité en question n'a pas encore démarré. |
| Indicateur 2.3.3<br>Nombre de personnes couvertes par les campagnes de communication sur la gestion de l'eau inclusive et faisant la promotion de la paix sociale | 0 | 5000 personnes (2480 hommes et 2520 femmes) | 0 | 0 | L'activité en question n'a pas encore démarré. |
| Indicateur 2.3.4<br>Nombre de femmes et jeune hommes couvertes par les campagnes de communication dédiées, sur la gestion de l'eau inclusive et faisant la promotion de la paix sociale. | 0 | 5000 personnes (2480 hommes et 2520 femmes) | 0 | 0 | L'activité en question n'a pas encore démarré. |
| Indicateur 2.3.5<br>Pourcentage de bénéficiaires de la campagne de sensibilisation qui donnent un retour positif sur l'impact de | 0 | 80% de retours positifs sur l'impact global de la | 0 | 0 | L'activité en question n'a pas encore démarré. |

| Indicateurs de produit | Indicateur de base | Cible de fin de projet | Progrès de l'indicateur pour la période de référence | Progrès de l'indicateur depuis le début du projet | Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) |
|---|---|---|---|---|---|
| la campagne sur la conservation de l'eau, la promotion de l'équité et la paix sociale (mesuré par un questionnaire de satisfaction ou des entretiens) | | campagne. 60% de retours positifs concernant la promotion de l'équité, 70% de retours positifs sur la contribution de la campagne à la paix sociale. Au moins 50% des groupes cibles représentés (femmes, jeunes) dans les feed-back recueillis. | | | |

**Merci de reproduire le rapport détaillé pour chaque indicateur sous chaque résultat et leurs produits.**

## PARTIE III: QUESTIONS TRANSVERSALES

Le projet prévoit-il d'organiser des événements au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films Oui

Si oui, indiquez combien d'événements, et pour chacun, la date approximative et une brève description, incluant les objectifs, l'audience cible et le lieu (si connu)

| *Titre de l'événement* | *Date (peut être approximative)* | *Lieu (Si connu)* | *Audience Cible* | *Objectifs (900 caractères)* |
|---|---|---|---|---|
| Atelier de travail: Analyse de besoins de formation pour une utilisation durable et | 23 Juin 2026 | Gafsa | • Agence de vulgarisation agricole<br>• Institutions techniques de recherche-développement | L'objectif général de cet atelier est d'identifier de manière participative et inclusive les besoins en formation des différents utilisateurs de l'eau afin de concevoir des programmes adaptés pour une |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| équitable de l'eau à Gafsa | | | • Associations d'usagers de l'eau (GDAs, …)<br>• Industries (CPG, GC, …) | utilisation durable et équitable des ressources en eau. |
| Atelier de travail: Analyse de besoins de formation pour une utilisation durable et équitable de l'eau à Kairouan | 24 Juin 2026 | Kairouan | Agence de vulgarisation agricole<br>Institutions techniques de recherche-développement<br>Associations d'usagers de l'eau (GDAs, …)<br>Industries (CPG, GC, …) | L'objectif général de cet atelier est d'identifier de manière participative et inclusive les besoins en formation des différents utilisateurs de l'eau afin de concevoir des programmes adaptés pour une utilisation durable et équitable des ressources en eau. |
| Ateliers de validation et co-construction de la plateforme et des groupes thématiques | Septembre 2026 | Gafsa et Kairouan | toutes les parties prenantes pertinentes, y compris les autorités locales, les représentants des ministères concernés (Agriculture, Ressources Hydrauliques, Environnement, Éducation, Santé), les organisations de la société civile, les associations d'usagers de l'eau, ainsi que les acteurs du secteur privé et agricole, tels que les industries extractives à Gafsa et les exploitations agricoles à Kairouan. | • L'organisation de sessions de consultation en adoptant des formats variés tels que des ateliers, des tables rondes, des enquêtes et des focus groups<br>• Focus groups avec femmes, jeunes, agriculteurs et groupes marginalisés |
| | | | | |

**Impact Humain**

Cette section s'intéresse à l'impact humain du projet. Indiquez les parties prenantes clés du projet, et pour chacune, décrivez brièvement :

i. Les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet

ii. L'impact du projet sur leurs vies

iii. Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes

| Partie Prenante | Quel est l'impact du projet sur leurs vies (2000 caractères) | Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes (2000 caractères) |
|---|---|---|
| Agriculteur/trice | L'impact souhaité à travers le projet est de promouvoir un accès équitable et une utilisation durable de l'eau pour tous les agriculteurs et plus particulièrement les agricultrices et ceux ayant des petites exploitations. | Lors des visites de terrain, les agriculteurs témoignèrent d'un besoin en technique et système d'irrigation de précision pour améliorer la productivité et les niveaux de vie des ruraux. Ceci permettra d'atténuer le fait que l'eau disponible est en déphasage par rapport à la demande en eau croissante par tous les secteurs. |
| Élèves des écoles ciblées | Le projet APAISE-PBF, en visant une meilleure gestion de l'eau, apporte une réponse structurante aux défis liés à l'eau. Il prévoit non seulement la réalisation d'infrastructures hydrauliques adaptées et de solutions innovantes pour améliorer l'accès à l'eau dans les écoles, mais contribue également à une gestion plus efficiente et durable des ressources en eau.<br><br>L'impact attendu est double :<br><br>Sur le plan éducatif, les écoles bénéficieront d'un accès régulier et sécurisé à l'eau, condition indispensable pour garantir un environnement d'apprentissage sain, réduire l'absentéisme et améliorer la qualité de vie des élèves et enseignants.<br><br>Sur le plan social, en sécurisant l'approvisionnement en eau, les élèves sont préservés des tensions et conflits liés à la rareté de la ressource, qui affectent actuellement les institutions éducatives et sanitaires et les agglomérations environnantes.<br><br>Ainsi, au-delà de l'amélioration des infrastructures, le projet contribue à renforcer la résilience des écoles, en faisant des établissements scolaires des sources de cohésion sociale | Enfants dans l'école Sbara à Kairouan (Sbikha)<br>Témoignage d'une écolière : « Cela fait presque un mois que nous n'avons plus d'eau à l'école. Nous, les filles, évitons d'entrer aux toilettes et nous retenons nos besoins jusqu'au retour à la maison, parfois seulement pendant la pause de midi. Celles qui habitent loin sont accompagnées par notre maîtresse chez elle, pour pouvoir utiliser ses toilettes, elle nous sauve littéralement la vie. Elle nous aide aussi pour l'eau de boisson, grâce aux robinets fonctionnels qu'elle a chez elle qui sont alimentés par un autre forage fonctionnel.<br>Nous rêvons qu'un jour nous puissions entrer dans les toilettes de notre école sans crainte, boire de l'eau fraîche et faire nos besoins dans la dignité, sans être exposées à la mauvaise odeur et aux conditions insalubres. » |

En plus de l'impact spécifique aux parties prenantes décrit dans les questions précédentes, vous pouvez utiliser cet espace pour décrire tout autre impact humain du projet *(4000 caractères)* :

Vous pouvez également joindre un maximum de 3 fichiers dans différents formats (fichiers image, PowerPoint, pdf, vidéo, etc.) et 3 liens à des ressources web pour illustrer l'impact humain du projet [OPTIONELLE]

**Veuillez cocher le changement applicable en fonction du récit ci-dessus.**

**Comment nous avons travaillé** (veuillez sélectionner jusqu'à 3) (3000 caractères dans chaque option sélectionnée) :

☐ Numérisation améliorée [expliquez, s'il vous plaît]

☒ Des méthodes de travail innovantes [1] [expliquez, s'il vous plaît]

A ce stade, on cite la stratégie de gouvernance innovante adoptée par le projet où on trouve un comité de pilotage national et 2 comités de pilotage technique à l'échelle régionale. Au moins 25% des membres des CPTs sont issus de la société civile.

☐ Ressources supplémentaires mobilisées [expliquez, s'il vous plaît]

☒ Cadres politiques améliorés ou initiés

Création du comité de pilotage national et des comités de pilotage techniques régionaux

☐ Capacités renforcées [expliquez, s'il vous plaît]

☒ Partenariat avec des organisations locales de la société civile [expliquez, s'il vous plaît]

Acteurs clés dans le projet, les organisations de la société civile ont été consultées lors de la phase formulation et seront impliquées en tant que partenaires et bénéficiaires dans les activités. En effet, 4 associations nationales et locales ont contribué à l'atelier « Eau et genre » du 30 mars 2026 en présentant leurs expériences et en s'engageant dans les échanges, à savoir l'UTSS, RET, ASM-GAFSA et ATFI.

☐ Élargir les coalitions et galvaniser la volonté politique [expliquez, s'il vous plaît]

☐ Renforcer les partenariats avec les institutions financières internationales (IFI) [expliquez, s'il vous plaît]

☒ Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies [expliquez, s'il vous plaît]

APAISE-PBF est le 1er projet conjoint entre FAO, PNUD et UNICEF. Il permettrait la conjugaison d'expertises individuelles pour l'optimisation de ressources et la maximisation d'impact.

**Avec qui travaillons-nous** *(3000 caractères)*:

☐ Renforcement des partenariats avec les IFI [expliquez, s'il vous plaît]

☑ Renforcement des partenariats entre les agences des Nations Unies [expliquez, s'il vous plaît]

APAISE-PBF est un projet conjoint entre 3 agences ONU combinant leurs expertises diversifiées pour l'atteinte de l'objectif escompté.

☑ Partenariat avec des organisations locales de la société civile [expliquez, s'il vous plaît]

Des représentants de la société civile seront impliquées en tant que membres dans les comités de pilotage technique dans chaque gouvernorat. En plus, ils sont parmi les bénéficiaires cibles du projet (surtout les associations d'usagers de l'eau).

☐ En partenariat avec le milieu universitaire/académique local [expliquez, s'il vous plaît]

☑ En partenariat avec des entités infranationales [expliquez, s'il vous plaît]

A l'échelle gouvernorat, le gouverneur est associé en tant que membre du comité de pilotage. Les représentations déconcentrées des ministères chargés de l'Agriculture, Ressource Hydraulique et Pêche (MARHP), l'environnement (MEnv), l'Industrie des Mines et de l'Energie (MIME), l'éducation (ME) et la santé (MS) sont aussi impliqués.

☑ En partenariat avec des entités nationales [expliquez, s'il vous plaît]

[1] Où l'innovation est définie comme un produit, un service ou une stratégie qui est à la fois nouveau et utile. Les innovations ne doivent pas nécessairement être des percées majeures dans la technologie ou les solutions numériques, mais incluent ici une approche nouvelle et/ou créative pour résoudre les problèmes du développement.

3 ministères sont membres du comité de pilotage national (en charge de l'agriculture, l'environnement et l'intérieur). Des entreprises nationales sont impliquées aux niveaux national et régional, principalement la SONEDE (eau potable), l'ONAS (assainissement) et le CPG (extraction de phosphate).

☐ En partenariat avec des volontaires locaux [expliquez, s'il vous plaît]
Le projet a mobilisé quatre volontaires locaux qui appuient la coordination locale.

**LNOB Leave No One behind – Ne laisser personne de côté** : sélectionner tous les bénéficiaires ciblés par les ressources PBF, comme en témoigne le récit ? [obligatoire]

☐ Personés sans-emploi (Chômeurs)
☐ Minorités (ex. race, origine ethnique, linguistique, religion, etc.)
☐ Communautés autochtones
☒ Personnes handicapées
☐ Personnes touchées par la violence (y compris VBG)
☒ Femmes
☒ Jeunes
☒ Enfants
☐ Minorités liées à l'orientation sexuelle et/ou à l'identité et à l'expression de genre
☐ Personnes vivant dans et autour des zones frontalières
☐Personnes touchées par des catastrophes naturelles
☐ Personnes affectées par les conflits armés
☐ Personnes déplacées internes, réfugiés ou migrants

## PARTIE IV : SUIVI, ÉVALUATION ET CONFORMITÉ

| | |
|---|---|
| **Suivi :** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport *(3000 caractères)* :<br>*Aucun* | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? Non<br>Dans l'affirmative, veuillez fournir une brève description *(3000 caractères)* :<br><br>Si ce n'est pas le cas, expliquez pourquoi et quand ils seront disponibles *(3000 caractères)* :<br>Le processus de recrutement du coordinateur/trice suivi-évaluation-redevabilité-apprentissage est en cours. Il est prévu que la base de référence des indicateurs des résultats soit disponible en septembre 2026.<br><br>Précisez quelles sources de preuves ont été utilisées pour rendre compte des indicateurs (et sont disponibles sur demande) *(3000 caractères)* :<br><br>Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données aux niveaux des résultats* ? Non<br>**L'enquête de perception est une collecte formelle d'informations auprès d'un échantillon de répondants sélectionnés au hasard par le biais de leurs réponses à des questions standardisées. Voir la note d'orientation du PBF pour plus d'informations.* |

| | |
|---|---|
| | Si vous avez répondu oui à la question précédente, veuillez décrire brièvement *(3000 caractères)*:<br><br>Le projet a-t-il utilisé ou établi des mécanismes de feedback communautaire* ? Oui<br><br>**Le mécanisme de feedback communautaire, ou suivi communautaire, est un système organisé permettant aux communautés de participants de surveiller les effets et l'impact locaux d'une intervention. Idéalement, ce système permet à la communauté d'exprimer si ses attentes sont satisfaites et de fournir des suggestions aux décideurs pour un éventuel (re)centrage. Voir la note d'orientation du PBF pour plus d'informations.*<br><br>Si vous avez répondu oui à la question précédente, Veuillez décrire brièvement (3000 caractères):<br>Un mécanisme de gestion des plaintes (GRM) a été instauré. Il permet de garantir que le projet PBF est mis en œuvre conformément aux normes environnementales et sociales, et d'offrir aux bénéficiaires et parties prenantes un mécanisme accessible, gratuit, confidentiel et impartial pour exprimer des plaintes, préoccupations, suggestions et recommandations. Le GRM s'adresse à toute personne ou groupe affecté(e) par le projet (acteurs des régions de Gafsa et Kairouan, partenaires, OSC, jeunes, femmes, communautés, institutions locales). Le point focal GRM à la FAO est le responsable du suivi de toute éventuelle requête. La communication sur le GRM est assurée lors de toute opportunité d'action telle que la présentation lors de l'atelier de lancement et de toutes les réunions de terrain, l'intégration dans les outils de communication et de sensibilisation et l'explication par les équipes FAO, PNUD et UNICEF. |
| **Évaluation :** Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ?<br>Non | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire) : 95000.00<br><br>Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, l'évaluation du projet est-elle sur la bonne voie ? Veuillez sélectionner<br><br>Décrire les préparatifs pour l'évaluation *(3000 caractères)* :<br><br>Veuillez mentionner la personne focale chargée de partager le rapport d'évaluation final avec le PBF :<br>*Nom*<br>*Organisation* |

<table>
<tr><td></td><td>Titre d'emploi<br>Email</td></tr>
<tr><td><u>Effets catalytiques (financiers)</u> :<br>*Veuillez-vous référer à la note d'orientation du PBF sur les effets catalytiques.<br><br>À ce jour, le projet a-t-il mobilisé des ressources financières supplémentaires non liées au PBF, depuis le début du projet ?<br>Non<br><br>Si oui, indiquez le nom de tous les donneurs (agent de financement) et les montants du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet depuis qu'il a été lancé, ainsi que spécifiquement au cours de la présente période de référence.</td><td><table><tr><th>Nom de donneur :</th><th>Montant mobilise depuis le début du projet (en dollar USD) :</th><th>Montant mobilise sur la période de référence (en dollar USD) :</th></tr><tr><td></td><td></td><td></td></tr></table></td></tr>
<tr><td><u>Effet catalytique (non financier) *</u> : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix ?<br>Non<br>Si oui, veuillez sélectionner l'option correspondante ci-dessous :<br>☐ Un certain effet catalytique<br>☐ Effet catalytique important</td><td>Le cas échéant, veuillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non financier), c'est-à-dire qu'il a éliminé les obstacles au déblocage des processus politiques, institutionnels ou autres de consolidation de la paix bloqués à différents niveaux dans un pays, et/ou créé les conditions nécessaires à la mise en place de nouveaux processus à cette fin (3000 caractères) :</td></tr>
<tr><td colspan="2"><u>Durabilité :</u> Le projet a-t-il un plan de sortie explicite ? Veuillez décrire les mesures prises pour assurer la pérennisation des acquis de la consolidation de la paix au-delà de la durée du projet (3000 caractères) : Oui<br>Conformément au document du projet, la stratégie de sortie se concentrera sur plusieurs aspects clés : l'autonomisation des communautés locales, le renforcement des capacités institutionnelles, la création de partenariats stratégiques, et la mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation.<br>A ce stade, on se concentre sur l'engagement des parties-prenantes.</td></tr>
<tr><td colspan="2"><u>Autre</u> : Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires ? (3000 caractères)</td></tr>
</table>

**<u>Activités de suivi et de contrôle</u>**[i]

| Nom de l'événement | Résumé | Constatations |
|---|---|---|
| 1ère réunion du comité de Pilotage (CoPil) | Cette 1ère réunion du CoPil a eu lieu le 27 mars 2026 au siège du MARHP et a été co-présidée par M. Hammadi Habaieb, le Secrétaire d'Etat en charge des | Les échanges ont montré un intérêt remarquable par la thématique du projet, prouvé par la décision de tenir au |

| | | |
|---|---|---|
| | ressources hydrauliques auprès du MARHP et Mme. Rana Taha, la Coordonnatrice Résidente des Nations Unies en Tunisie. 17 institutions ont été représentées parmi les 20 membres du CoPil issus de 3 ministères (chargés de l'agriculture, l'intérieur et l'environnement) et 4 entités UN (FAO, PNUD, UNICEF et BCR). | moins 3 réunions du CoPil par an. |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

[i] Notamment des réunions du comité de pilotage, des visites de surveillance, de la surveillance par des tiers, de la surveillance communautaire, de toute collecte de données, de la perception ou d'autres résultats d'enquête, des rapports d'évaluation, des audits ou des enquêtes.